

Le programme de F. Fillon

Yves Dimicoli



Priorités et mesures phares

Le candidat promet, s'il est élu président, de se donner trois priorités :

1^{re} priorité : LA LIBÉRATION DE L'ÉCONOMIE

2^e priorité : RESTAURER L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT

3^e priorité : AFFIRMER NOS VALEURS

Il s'engage, notamment, sur 10 mesures phares impactant les enjeux économiques et sociaux :

1. 100 milliards d'euros d'économies en 5 ans sur les dépenses publiques.

2. 40 milliards de baisse des charges pour les entreprises et 10 milliards d'allègements sociaux et fiscaux pour les ménages.

3. Fin des 35 heures dans le secteur privé et **retour aux 39 heures** dans la Fonction publique.

4. Suppression de l'ISF.

5. Recul de l'âge de la retraite à 65 ans et unifier tous les régimes de retraite.

6. Alignement du régime fiscal des commerçants, artisans et indépendants sur celui des auto-entrepreneurs.

7. Instauration d'une allocation sociale unique pour que les revenus du travail soient toujours supérieurs à ceux de l'assistance.

8. 12 milliards d'euros de plus dans la sécurité, la défense et la justice, et création de 16 000 places de prison.

9. Réduire l'immigration en créant des quotas et en ne versant des prestations qu'aux étrangers en situation régulière depuis au moins deux ans.

10. Universalité des allocations familiales et plafond du quotient familial porté à 3 000 euros par demi-part pour soutenir les familles.

II – Un « blitzkrieg » au nom des entreprises et de la souveraineté de la France

Le programme de F. Fillon, comme celui de ses prédécesseurs, est bâti sur des hypothèses de croissance traduisant un progrès continu des performances françaises. Le PIB croîtrait de +1,3 % en 2017 jusqu'à +2,3 % en 2022. Le cadrage financier associé ne fait pas état des hypothèses retenues pour la croissance européenne et mondiale, l'évolution des taux d'intérêt, celles des prix du pétrole et du rapport dollar/euro. De quoi laisser s'accréditer l'idée que l'horizon en ce domaine ne devrait pas poser de problème, tandis que l'expansion de l'activité et de l'emploi pendant le quinquennat Fillon ne résulterait que des transformations structurelles et de la politique économique qu'il engagerait avec détermination.

En pratique, on peut penser que, comme ses prédécesseurs, le candidat LR parie sur le maintien (voire l'amélioration) d'une croissance mondiale correcte dont il entend faire arracher les dividendes par les entreprises françaises exportatrices grâce à une **compétitivité** très accrue par sa politique.

Et c'est cela qui lui fait promettre, comme l'avait fait N. Sarkozy, le « retour au **plein-emploi** » de notre pays « en l'espace de quelques années ».

C'est d'ailleurs là le cœur de la logique de F. Fillon : imposer à la France un choc de compétitivité et d'attractivité financière de bien plus grande ampleur que celui entrepris par F. Hollande et M. Valls avec leurs « mesurettes » (CICE, pacte de responsabilité...). Il s'agit, ce faisant, de rompre avec « **40 années** où l'on a privilégié un traitement social du chômage plutôt que de s'attaquer au cœur du problème; 40 années où l'on n'a pas voulu comprendre que ce

sont **les entreprises qui créent l'emploi** et non l'État ».

En baissant massivement le « coût du travail », en faisant sensiblement reculer les protections et droits des salariés et de leurs syndicats (en pratique la CGT) et en diminuant drastiquement la dépense publique sociale, il assure pouvoir rendre les entreprises beaucoup plus à même de créer des richesses nationales par la conquête de nouvelles parts de marché à l'international. Simultanément, la France pourrait réduire ses déficits et dette publics et attirer ainsi bien plus de capitaux baladeurs... qui créeront des emplois dans l'Hexagone.

C'est une véritable thérapie de choc à la Friedman que préconise F. Fillon, comme en atteste sa déclaration du 6 janvier dernier devant un parterre de patrons réuni par la fondation Concorde pour un « Grand oral » :

« Je veux qu'au 1^{er} juillet, les deux ou trois ministres chargés des réformes, l'économie et les finances, le travail pour l'essentiel, arrivent avec des textes prêts et, dans une forme de *blitzkrieg*, fassent passer devant le Parlement, en utilisant d'ailleurs tous les moyens que donne la constitution de la Vème République, les ordonnances, les votes bloqués, le 49-3... tout ce qui est nécessaire pour faire passer en l'espace de deux mois, sans interruption estivale, les six ou sept réformes fondamentales qui vont changer le climat de l'économie et le climat du travail dans notre pays. »

C'est ainsi, en faisant le ménage pour que la France retrouve avec sa compétitivité « sa crédibilité économique et sociale », que l'on engagera « le rétablissement de la **puissance française** » jusqu'à lui faire « reprendre la première

place ». C'est ainsi que l'on redonnera à l'**Allemagne** la confiance « dans notre capacité à nous redresser » nécessaire pour pouvoir « relancer la **zone euro** » et « créer une Europe **respectueuse des nations** » qui soit « respectée » par les États-Unis et la Chine.

II – Un « New-deal » pour la compétitivité au nom de la lutte contre le chômage :

ENTREPRISES PLUS COMPÉTITIVES => VENDRONT PLUS DE PRODUITS => VONT DEVOIR EMBAUCHER => PLUS D'EFFECTIFS, PLUS DE CONSOMMATION, MOINS DE PRESTATIONS SOCIALES => PLUS DE RENTRÉES FISCALES => PLUS DE POSSIBILITÉS DE REDISTRIBUER DE LA CROISSANCE ET D'INVESTIR DANS L'AVENIR => ENTREPRISES PLUS COMPÉTITIVES ... (Source : « Pour une vraie justice sociale », p. 6).

C'est la base du rassemblement recherché par Fillon avec, au cœur, le souci, prétend-il, des entreprises. Il propose d'engager la France dans un « cercle vertueux » avec des enchaînements causaux se voulant plus rassembleurs que ceux du dit « théorème de Schmidt » (cf. encadré ci-dessus).

Il s'agit de réaliser une « **mobilisation nationale** pour la compétitivité » afin d'accomplir des « **réformes structurelles** que ni la gauche ni la droite n'ont eu la courage de mener à bien [...] : remobiliser massivement la force de travail des Français, redonner des marges de manœuvre aux entreprises pour regagner en **compétitivité** [...] et au pays pour regagner en souveraineté ».

F. Fillon propose « un New-deal aux citoyens, aux entreprises, aux partenaires sociaux pour relever le défi de la compétitivité » autour de sept axes de réformes structurelles.

1 – Lever le verrou des 35 heures dans le secteur marchand et faire passer la Fonction publique à 32 heures

- Privé : passer de 35 heures à 39 heures par le biais d'accords d'entreprises.

- Public : passage à 39 heures en un an, recentrage sur les missions cœur de service public, réintroduction jour de carence.

2 – Simplifier le Code du travail, assouplir les conditions d'embauche et faciliter l'adaptation des entreprises à leur environnement

- Refonder le Code du travail sur « ce qui relève des normes sociales fondamentales », renvoyer le reste à la négociation en entreprise.

- Introduction du motif de « **réorganisation de l'entreprise** » dans les procédures de licenciement collectif tout en renforçant la flexisécurité.

3 – Dialogue social : priorité à la pérennité de l'entreprise et donc de l'emploi

- Relever les **seuils sociaux** de 10 à 50 salariés et de 50 à 100 salariés ;

- Donner la possibilité aux accord d'entreprise de fixer l'architecture des IRP ainsi que les modalités de leur consultation ;

- Limiter à 50 % du temps de travail le temps consacré à l'exercice du mandat de chaque élu.

4 – Chômage : formation au rabais et incitation au retour à l'emploi

- Renforcer l'**apprentissage** pour permettre « *de facto* aux entreprises de rémunérer les jeunes peu qualifiés à un niveau compatible avec leur productivité » sachant que « le **SMIC** entraîne pour les entreprises un coût supérieur à la productivité réelle des personnes les moins qualifiées ».

- Unifier l'ensemble des **aides à l'apprentissage** au sein d'un crédit d'impôt.

- Permettre aux entreprises de déduire le coût de financement des apprentis de leur budget formation.

- Plafonner toutes les allocations afin que le taux de remplacement net n'excède pas 75 %.

- Introduire une dose de **dégressivité** de l'indemnisation chômage.

- Réforme en profondeur de la formation professionnelle pour orienter les demandeurs d'em-

ploi « **dans les secteurs en forte demande** ».

5 – Charges et impôts : plus de compétitivité pour la pérennité de l'entreprise et donc de l'emploi

- Baisser les charges pesant sur le travail de **tous** les emplois.

- Revoir le mécanisme de revalorisation du **SMIC**.

- Réduire le taux de l'**IS** et en élargir l'assiette.

- Supprimer 15Mds de taxes diverses pesant sur les entreprises (cotisations FNAL, Versement transport, taxes CNSA, contribution apprentissage...).

- Supprimer l'**ISF** et les droits de mutation à titre onéreux (DMTO) ;

- Prendre un engagement de **stabilité fiscale** de 5 ans.

- Renforcer l'**actionnariat salarié** dans toutes les entreprises.

6 – Environnement des affaires

Développer la signature de « **contrats de partenariat** » entre les entreprises et l'administration fiscale sur le modèle britannique pour garantir la sécurité fiscale.

7 – Soutien au profit au nom de l'innovation

- Fusionner le CIR et le CIC.

- Privilégier le **principe de responsabilité** au principe de précaution.

- Soutien à la création d'entreprises innovantes par les étudiants et les chercheurs et développement d'agences de valorisation de l'innovation.

- Encourager le développement de **pôles de compétitivité** de taille critique au niveau mondial.

- Généraliser le **rescrit fiscal**.

- Gratuité du premier brevet de l'INPI pour toute TPE.

IV – Cinq engagements pour redresser les finances publiques

1 – Réduire le poids du secteur public

- Temps de travail dans la Fonction publique de 35 à 39 heures : mis en œuvre en **un an** pour les

5,2 millions de fonctionnaires, il représenterait « un gain de temps de travail de près de 12 %, soit l'équivalent de **500 000 postes** ».

- Jour de carence rétabli.
- Simplifier les conditions de recrutement des contractuels pour limiter les recrutements des fonctionnaires sous statut.
- Recentrage des missions de service public pour en réduire le périmètre à ce qui est indispensable aujourd'hui.

2 – Réforme du cadre d'action des collectivités territoriales pour réduire la dynamique de leurs dépenses

- **Ramener de 4 à 2 le nombre d'échelons des collectivités territoriales.**
- Limiter leurs possibilités d'augmenter les **impôts locaux** et fixation d'un plafond de remplacement des départs en retraite.
- Réduction des subventions de l'État aux collectivités territoriales.
- Réviser le partage actuel des compétences entre l'État et les collectivités. La compétence des régions serait rendue exclusive.
- Mettre un terme à la pratique française de décentralisation.

3 – Garantir l'équilibre des régimes de protection sociale

- Âge légal de la retraite porté à 65 ans.
- Abandon du système de compensation de pénibilité.
- Harmonisation graduelle de tous les régimes (privés, publics et spéciaux).
- Mise en place d'un étage de **retraites par capitalisation** (PERCO/PERP).
- Aller vers la mise en place d'un **régime par points** et la fusion des retraites de base et complémentaires.
- **Dégressivité indemnisation du chômage.**
- Améliorer le **rendement** des moyens consacrés à la formation professionnelle.
- Aide médicale d'État: passer d'un système automatique d'accès facile à un dispositif d'exception sur demande, géré par les services déconcentrés de l'État.
- Veiller à l'équilibre de la branche famille.

4 – Une politique fiscale pour la compétitivité des entreprises et l'attractivité de la France

Engagement de garantir le maintien pendant 5 ans des mesures adoptées en début de mandature et exclusion de toute rétroactivité de la loi fiscale.

Compétitivité:

- Priorité à la baisse des prélèvements pesant sur le coût du travail. CICE et allègements du pacte de responsabilité intégrés dans un **dispositif unique et pérenne d'allègement de cotisations sociales patronales.**

– Suppression des taxes pesant sur la masse salariale (FNAL, Versement transport, taxes CNSA...).

Attractivité:

- Réduire le taux de l'IS pour l'aligner sur celui des pays européens comparables.
- Revoir la fiscalité du capital.
- Réorienter l'épargne vers les entreprises en réduisant les aides fiscales à « l'épargne courte ».
- Renforcer les incitations à l'investissement direct dans les PME.
- Supprimer l'ISF et les droits de mutation à titre onéreux.
- Simplification du barème de l'IR et élargissement de son assiette. Abaissement progressif de la fiscalité des revenus des ménages si la croissance et l'emploi repartent.

5 – Renforcer le pilotage et l'évaluation des dépenses publiques

- Inscrire l'équilibre des finances publiques et sociales dans la Constitution.
- Réserver la création et la modification des prélèvements fiscaux obligatoires aux lois de finance (PLF et PLFSS).
- Mise en place d'une évaluation récurrente des principales politiques publiques prise en compte à minima tous les trois ans.

V – Une France souveraine dans une Europe respectueuse des nations (sic)

A) - « L'Europe doit être un instrument et non pas une religion [...] Il faut une France souveraine dans une Europe des nations qui par-

tage des valeurs communes et un objectif commun: celui de notre souveraineté vis-à-vis de nos autres partenaires [...] La France doit être le moteur de ce renouveau. Elle doit proposer une stratégie d'indépendance que nos partenaires sont susceptibles d'accepter [...] mais il convient que la France retrouve sa crédibilité économique et sociale ».

B) - « Depuis des années, les États-Unis manient contre nous l'arme du dollar. Nous ne sommes pas obligés de subir les règles du jeu américaines. [...] Face à l'« Otan obsolète » de Trump et le djihadisme il faut, non pas une défense européenne intégrée, mais **une alliance européenne de défense**: bâtir une industrie européenne de défense; ne pas sortir les dépenses de défense du pacte de stabilité, mais créer un fonds qui mutualise et finance les dépenses d'intervention extérieure ».

C) - Nouveau partenariat économique et conférence de sécurité avec la **Russie**.

D) – **France – Allemagne**: « Il y a un préalable, le rétablissement de la puissance française. Les Allemands n'ont pas confiance dans notre capacité à nous redresser [...] la seule chose qui les convaincra, ce sont les décisions puissantes que l'on prendra cet été. Le reste, c'est de la littérature. [...] Je ne crois pas à la possibilité de refonder les institutions européennes et les traités qui seront forcément des compromis bâtards qui susciteront beaucoup d'animosité de la part des peuples. »

E) – **Une Europe économiquement souveraine**:

1 - Une réforme de la gouvernance de la zone euro pour en faire un vrai outil de souveraineté

« D'ici dix ans, l'euro devra devenir une monnaie de réserve et de règlement à l'égal du dollar américain [...] Pour y parvenir, il faut que les investisseurs aient confiance dans l'euro, sa stabilité et ses institutions. »

– Faire de l'euro une monnaie de réserve et de règlement à égalité avec le dollar américain:

- En l'espace d'une dizaine d'années, rapprocher la **fiscalité sur les entreprises** au sein des 19 États membres de la zone euro.

- Doter **la France et l'Allemagne**, d'ici trois ans, d'un impôt sur les sociétés à taux unique, de taux de TVA et d'une fiscalité sur le capital harmonisés.
- Doter la zone euro d'un **directoire politique** composé des chefs de gouvernement, présidé par l'un deux. Il devra pouvoir conduire **la politique monétaire de l'euro avec la BCE**. Celle-ci doit être aussi une arme pour la croissance et l'emploi. Des parlementaires représenteront chaque nation dans ce directoire politique.
- Créer un véritable **gouvernement économique de la zone euro**, d'abord au niveau des ministres des Finances, mais aussi de celui des Chefs d'État et de Gouvernement. Le réunir tous les trois mois. Associer les parlements nationaux au contrôle de ces politiques plus systématiquement.

Créer un **secrétariat général** de la zone euro.

- Coordonner la **politique accommodante de la BCE** avec une stratégie économique globale; Créer, une fois la convergence fiscale achevée, un **Trésor européen avec une mise en commun des dettes**.

2 – Une Europe avec une politique commerciale souveraine protectrice de nos intérêts

« L'Europe ne défend pas assez ses intérêts il est plus que jamais temps de lui donner les moyens d'inverser cette tendance. »

- Le résultat des négociations sur le **traité transatlantique**, actuellement trop déséquilibré, **devra être soumis au référendum**.
- Être plus à l'offensive sur le respect des normes environne-

mentales et sociales sur les produits importés pour que nos industries ne subissent plus une concurrence déloyale.

- Redoubler d'effort quant au respect des réglementations **anti-dumping**.

– L'Europe doit exiger la réciprocité concernant l'ouverture des marchés publics.

– La France ne peut plus accepter que des décisions soient prises à l'encontre de ses intérêts économiques comme les sanctions à l'égard de la **Russie** [...] Refonder nos relations avec celle-ci, allié historique de la France, afin de lui proposer un nouveau partenariat commercial UE/Russie.

- Refuser d'accorder le statut d'économie de marché à la **Chine**. ■■■